

Effets des importations des produits alimentaires sur la croissance économique par habitant au Cameroun

Effects of food product imports on the economic growth per capita in Cameroon

ASSE Célestin

Enseignant-Chercheur

Laboratoire de Management Stratégique, Responsabilité Sociétale des Organisations et Développement Durable (MEMSRO-DD)

Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales

Université de Douala-Cameroun

NDAME MAKEMBE Henri

Enseignant chercheur

Laboratoire de Recherche en Méthodes Quantitatives Appliquées au Management en Economie (LaREMEQAME)

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion Appliquée,

Université de Douala-Cameroun

NGOMA MOUTOME MOLUH

Etudiant-Chercheur

Laboratoire de Management Stratégique, Responsabilité Sociétale des Organisations et Développement Durable (MEMSRO-DD)

Ecole Supérieure des Sciences Economiques et Commerciales

Université de Douala-Cameroun

Date de soumission : 25/01/2026

Date d'acceptation : 08/03/2026

Pour citer cet article :

ASSE. C. & al. (2026) «Effets des importations des produits alimentaires sur la croissance économique par habitant au Cameroun», Revue Internationale du chercheur «Volume 7 : Numéro 1» pp : 1055-1080.

Résumé

Les importations participent au développement économique de tous les pays du monde. Ce présent article a pour but d'analyser les effets des importations des produits alimentaires sur la croissance économique par habitant au Cameroun durant la période de 1990 à 2021. À l'aide d'un modèle Autorégressive Distributed Lag (ARDL), des données issues de World Développement Indicators et de Country Economy, nous aboutissons aux résultats selon lesquels, il existe une relation positive, mais de court terme entre le produit intérieur brut par habitant et les importations des produits alimentaires. Elle devient significative dans l'intervalle de 15-27 %. Au-delà du seuil de 27 %, les importations des produits alimentaires impactent négativement la croissance économique au Cameroun. Nous préconisons une promotion des spéculations locales, adaptée aux nouvelles exigences de qualité des consommateurs à travers la mise en place d'une assurance indicielle et un fonds de développement de l'Agriculture basé sur la notion de valeur ajoutée partagée.

Mots clés : Effets ; importations ; produits alimentaires ; croissance économique ; Cameroun.

Abstract

Imports contribute to the economic development of all countries in the world. This article aims to analyze the relationship between food product imports and per capita economic growth in Cameroon. Using an Autorégressive Distributed Lag (ARDL) model, data from World Development Indicators and Country Economy for the period from 1990 to 2021, we find that there is a positive, but short-term relationship between GDP per capita and food product imports. It becomes significant in the range of 15-27%. Beyond the threshold of 27%, food product imports negatively impact growth in Cameroon. We recommend promoting local speculation, tailored to the new quality standards of consumers through the establishment of index insurance and a development fund for Agriculture based on the notion of shared added value

Keywords: Effects; imports ; food Products; economic growth; Cameroon.

Introduction

Depuis les travaux séminaux de Smith (1776) et de Ricardo (1817) sur les avantages absolus et comparatifs du commerce international, la problématique de l'effet des importations sur la croissance économique et le bien-être, a drainé plusieurs chercheurs qui en ont fait un champ d'investigation privilégié. Cependant, la lecture des travaux théoriques et empiriques abordant ce lien révèle des contradictions. Quoique les conclusions des tous premiers travaux soient en faveur d'un effet positif du commerce extérieur sur la croissance économique (Chang & et Glover, 2009 ; Jouini, 2015) ; il existe toujours des controverses dans les débats sur ce sujet.

En effet, certains auteurs, affirment que le commerce extérieur pourrait avoir des effets néfastes sur la croissance économique (Lucas, 1988).

Pour les théories de la dépendance (Prebisch, 1968), une forte dépendance aux importations alimentaires peut fragiliser la balance commerciale, décourager la production locale et exposer l'économie aux chocs extérieurs. Pour Keynes (1936), les importations représentent une fuite dans le multiplicateur. Leur hausse réduit la demande intérieure. La diversité des résultats empiriques pourrait être exigible dans les méthodologies utilisées et les indicateurs du commerce extérieur (Zahonogo, 2017 ; Manwa et Wijeweera, 2016).

La littérature théorique et empirique existante sur cette problématique, dans les Pays en développement (PED), donne des résultats contradictoires (Ekodo et Ngomsi, 2017). D'après leurs résultats, la libéralisation commerciale n'a pas été favorable à la croissance économique dans les pays de la CEMAC.

Les paradoxes trouvés dans ces résultats sont expliqués par Rodriguez et Rodrik (2000) et Rodrik (1999). Pour ces chercheurs, la plupart des PED ont des structures mal adaptées et moins outillées pour répondre aux assauts des économies développées. Par conséquent, ils ne peuvent tirer aucun profit de l'ouverture commerciale. En plus, des méthodes souvent utilisées pour analyser l'effet de l'ouverture commerciale sur la croissance économique sont limitées et négligent certaines variables pertinentes. Cette littérature montre que l'ouverture commerciale ne conduit donc pas automatiquement à la croissance économique.

Pour la Banque mondiale (2015), le commerce extérieur est un moteur de croissance économique, en créant des emplois et en réduisant la pauvreté. Les importations participent au développement en remplissant cinq fonctions : la fonction de production ; la fonction de justification du marché ; la fonction d'intégration de l'économie nationale ; la fonction budgétaire et la fonction de compensation de l'offre locale (Marchal, 1961). L'importation des produits alimentaires correspond donc à la fonction de compensation de l'offre locale.

La question de la sécurité alimentaire a toujours été au centre des préoccupations de tous les dirigeants du Monde. En effet, Entre 2007 et 2024, le monde entier a connu des crises alimentaires aiguës aboutissant à des manifestations violentes à travers le monde¹. De nos jours, la crise alimentaire s'exprime partout dans le monde par une diminution drastique des approvisionnements alimentaires qui entraîne une flambée des prix des denrées alimentaires. Elle a pour origines les perturbations naturelles, économiques et géopolitiques : chocs pétroliers, changements climatiques, la pandémie à la Covid-19 et les guerres. En conséquence, l'indice FAO des prix mondiaux des produits alimentaires a atteint 127,7 points, un niveau record en mai 2025, affichant une hausse de 6 % par rapport à mai 2024, mais reste inférieur de 20,3% à leur niveau record de mars 2022 (FAO, 2025). En Afrique, le Zimbabwe se trouve en tête des pays les plus durement touchés avec une inflation des prix des denrées alimentaires qui a atteint 255 % en juin 2022. (FMI, 2022).

Les importations des produits alimentaires au Cameroun² s'accompagnent des maux suivants : réduction des réserves de change, diminution du Produit Intérieur Brut, inflation sur le marché, réduction du pouvoir d'achat des ménages, émeutes de la faim de 2008, paupérisation croissante des populations. Ce qui nous pousse à nous poser la question suivante : Quelles sont les effets des importations des produits alimentaires sur la croissance économique par habitant au Cameroun ?

L'objectif principal de notre étude est d'analyser les effets des importations des produits alimentaires sur la croissance économique par habitant au Cameroun. Dans le cadre de notre analyse, nous utilisons un modèle économétrique ARDL Ce modèle économétrique permet de capturer les interdépendances entre plusieurs séries temporelles. L'originalité de ce travail de recherche réside essentiellement dans le fait que très peu d'études ont été jusqu'à maintenant réalisées sur les relations entre les importations des produits alimentaires et la croissance économique par habitant en Afrique et plus particulièrement au Cameroun. La suite de cet article est structurée comme suit : D'abord le cadre analytique (section1), les liens entre les importations des produits alimentaires et la croissance économique (section 2). Nous présenterons, ensuite, l'analyse économétrique et l'interprétation des résultats (section3), et les éléments de conclusion.

¹ Il s'agit des pays tels que Pakistan, Mexique, Egypte, Afrique du Sud, Cameroun...

² Les importations alimentaires comme instrument de la politique alimentaire du Cameroun.

1. cadre analytique

Depuis son indépendance, pour faire face au déficit alimentaire, le Cameroun a fait le choix des importations alimentaires. Elles participent de la régulation de sa consommation. L'augmentation progressive des quantités importées témoignent de la présence d'une demande de plus en plus croissante à combler pour assurer la sécurité alimentaire et la paix sociale. La politique des importations donne quelques avantages à la population locale et garantie en plus des revenus tirés des taxes douanières, des capacités d'amélioration de la vie collective par le gouvernement.

1.1 Evolution des importations alimentaires au Cameroun

Les importations alimentaires au Cameroun connaissent une hausse tendancielle alourdissant la balance commerciale. Pour mettre en relief le gap entre la production agricole et la demande nationale, nous présentons dans le tableau ci-dessous, quelques produits alimentaires de première nécessité, importés tels que le blé, le riz, le poisson et le lait selon le PNIA et les rapports du MINADER et du MINEPIA (2020-2022).

Tableau 1: Gap entre l'offre et la demande en produits alimentaires de première nécessité

Produits alimentaires Année 2020	Consommation en kg/tête/An	Demande nationale (Tonnes)	Production Nationale (Tonnes)	Gap (Tonnes)	Niveau de satisfaction de la demande
Blé	65*	900 000	100	899 900	0,01%
Riz	25	600 000	140 000	460 000	23,33%
Lait **	20	500 000	93 000	407 000	18,60%
poisson	10	395 000	275 000	120 000	69,62%

Source : PNIA et rapports MINADER, MINEPIA 2020-2022

*Tendance mondiale

** en litres

Ce Tableau montre que le Cameroun peine à satisfaire la demande nationale en produits alimentaires. En dehors du lait, la satisfaction de la demande est quasi nulle pour le blé et ne couvre même pas les 25 % de sa demande nationale en riz et en poisson, creusant grandement

Le pays dépend significativement des importations pour répondre à ses besoins. La dépendance alimentaire liée à ces produits est mesurée principalement par les importations des produits alimentaires de grande consommation. Les cinq principaux produits concernés sont dans l'ordre d'importance le riz, les poissons surgelés, le blé, le lait en poudre ou concentré, et

les sucres. Ces cinq produits représentent environ 74 % des importations des produits alimentaires en 2017 contre 67% en 2016. La facture des importations de ces cinq produits alimentaires est passée de 522 milliards de francs CFA en 2013 à environ 478 milliards de francs CFA en 2017, soit plus de cinq fois la valeur de l'année 2000 et contribue à 43% au déficit global du commerce extérieur en 2017. (INS, 2017).

Afin de satisfaire la demande alimentaire surtout des personnes à faible pouvoir d'achat, le riz et le blé ont été classés « bien de première nécessité » et, à ce titre, non assujettie au droit de douane comme les autres et connaissent une réduction de 5 % (Awono et al., 2011) et (Laroche-Dupraz et al., 2009). A titre illustratif, 400 000 tonnes ont été importées en franchise douane, en 2022 avec exonération totale des droits de douane et taxes, suppression du précompte ventes ainsi que les taxes de pesage ou d'encombrement au niveau des ports³.

- **Le riz**

Selon le ministre camerounais du commerce (Luc Magloire Mbarga Atangana, 2022), le Cameroun importe chaque année 500 000 tonnes de riz en moyenne des pays d'Asie pour 100 milliards FCFA de dépenses. Toutefois, 100 000 tonnes de riz sont réexportées vers les pays voisins sous forme de contrebande. Le prix unitaire à l'importation a enregistré une hausse de 7,9% pour se situer à 252,2 F CFA le kilogramme. Par ailleurs, les quantités de riz importées se sont accrues, impulsées par la demande intérieure et par les marchés des pays voisins, du Nigéria et du Tchad en particulier, vers lesquels sont réexportés frauduleusement par voie terrestre, des quantités de riz. Les importations du riz par le Cameroun proviennent en totalité de l'Asie (99,8%) principalement de la Thaïlande (85%), de l'Inde (7%) et la Myanmar (2%).

Pour la Banque mondiale (worldbank.org, 2023), le Cameroun a importé environ 620 408 tonnes de riz pour une valeur commerciale d'environ 200,8 milliards FCFA. En 2024, le volume a augmenté avec 648 085 tonnes importées. La facture des importations a subi une hausse significative de +59% en valeur par rapport à 2023.

- **Le poisson surgelé**

Les bilans alimentaires de la FAO donnent un bon aperçu par pays des activités de la pêche et de la consommation de poisson. Sur cette base, quelques données essentielles peuvent être cartographiées pour les pays d'Afrique. (Van Hecke, 2023). Le Cameroun reste un importateur majeur de poisson, surtout de poisson surgelé : Maquereau ; Sardines ; Bars et capitaines ;

³ Selon le communiqué du Ministre du Commerce Luc Mbarga Atangana du 24 Juin 2002.

Thons ; Tilapias et Poissons-chats. Le Cameroun importe une quantité significative de poisson chaque année pour compléter sa production locale et satisfaire la demande. En 2023, selon l'Institut National de la Statistique (INS), les importations de poisson se sont élevées à 234 572 tonnes, pour une valeur de 182,5 milliards de FCFA. Pourtant, le gouvernement s'est engagé depuis des années à réduire ce déficit à travers des mesures telles que : l'aménagement des bassins de production maritime et continentale, la structuration et l'appui à l'installation des acteurs de la pêche et de l'aquaculture dans les bassins de production. Selon le Plan intégré d'import-substitution agropastoral et halieutique (PIISAH) 2024-2026, le Cameroun envisage de produire 450 530 tonnes de poissons en 2030, afin de réduire à 3% son niveau de dépendance aux importations.

• Le blé

En ce qui concerne le blé, principal intrant dans la fabrication de la farine, l'augmentation de sa facture à l'importation a davantage été influencée par la forte demande intérieure. A partir de 2008, on a relevé une augmentation significative de ces quantités qui se situent en 2023 à 178,3 milliards de FCFA contre 260,7 milliards de FCFA (920 400 tonnes) en 2022.

Selon l'INS (2024), les importations de blé ont coûté environ 214.1 milliards de FCFA, soit une augmentation en valeur de +20% par rapport à 2023.

Les tendances récentes des importations alimentaires au Cameroun d'après l'INS, montrent que ; Entre 2007 et 2017, la facture des produits alimentaires importés (riz, poisson, blé) a été multipliée par trois, représentant une part importante du déficit commercial camerounais. En 2019, le Cameroun a importé pour environ 807 milliards FCFA de produits alimentaires, en hausse de près de 15 % par rapport à 2018. Les importations de riz ont fortement augmenté : de 159,8 milliards FCFA en 2020 à 207,9 milliards FCFA en 2021, puis encore plus en 2022. Dans cette période, la dépendance vis-à-vis des importations alimentaires s'est accentuée face à une production locale qui ne peut pas couvrir les besoins internes.

Cependant, entre 2022 et 2023, on constate une baisse des importations de céréales : En 2023, la valeur des importations de céréales a diminué d'environ 27 %, passant de 525 milliards FCFA en 2022 à ~387,7 milliards FCFA. Cette baisse touche surtout le riz (-24 %) et le blé (-31,6 %), preuve que certaines mesures, comme l'import-substitution, commencent à produire des effets. Cette tendance montre que le pays reste très dépendant des importations alimentaires, surtout pour les céréales, malgré certaines politiques visant à réduire cette dépendance. Nous pouvons résumer ces évolutions clés comme suit :

Période	Tendance principale
2007–2017	Importations alimentaires multipliées par 3
2019	Importations ~807 milliards FCFA, hausse continue
2023	Céréales, une baisse (–27 % pour le riz et le blé)
2024	Céréales une hausse des importations +40 % malgré politiques locales

Au total, le Cameroun reste fortement dépendant des importations de denrées alimentaires de base, notamment de riz, le poisson et de blé, qui pèsent lourd sur la balance commerciale. Malgré les politiques d’import-substitution, la demande intérieure, les prix internationaux et l’insuffisance de la production locale entraînent encore une croissance des importations alimentaires. La facture des importations alimentaires totales (riz, céréales, poissons, produits laitiers) dépasse ainsi régulièrement plus de 1 300 à 1 800 milliards FCFA par an ces dernières années.

1.2 Evolution du Produit intérieur brut par habitant (PIB/H) au Cameroun

La croissance globale du PIB par habitant reflète l’augmentation de la production nationale, et une population qui croît à un rythme moins rapide que la production totale sur le long terme. D’après les données de la Banque mondiale, (1960-2024), après l’indépendance, le PIB par habitant camerounais était très bas (moins de 150 \$ dans les années 1960). mais il a augmenté significativement sur le long terme, multiplié par plus de 10 entre 1960 et 2024. La croissance n’a pas été régulière : on observe des périodes de stagnation ou de baisse dans les années 1990 et le début des années 2000, suivies d’une reprise progressive dans les années 2010. Plus récemment, le PIB par habitant a renoué avec une tendance haussière, atteignant près de 1 700–1 800 \$ par tête au début des années 2020. Cela signifie qu’en moyenne, les revenus par habitant ont augmenté significativement sur plusieurs décennies, malgré les Fluctuations à court et moyen terme liées aux crises économiques mondiales, aux chocs pétroliers, ou à des contraintes structurelles provoquant stagnation ou récession. Tout récemment, malgré les défis économiques mondiaux, le PIB par habitant au Cameroun a continué à augmenter, montrant une certaine résilience de l’économie camerounaise, comme l’illustre le tableau 2 suivant :

Tableau 2 : Evolution du PIB par habitant au Cameroun (1960-2024)

Année	PIB par habitant en USD (courant)	Observations
1960	119 \$	Niveau très faible.

1970	175 \$	Croissance modérée des revenus.
1980	718 \$	dépassement du seuil des 700 \$.
1990	993 \$	Recul puis reprise des niveaux de revenu.
2000	[708–787 \$]	Variations autour de 700–800 \$, reflétant une stagnation.
2010	1 400 \$	Plus que doublé par rapport à 2000.
2015	1 415 \$	Plateau relatif malgré croissance démographique.
2018	1 610 \$	Reprise progressive.
2020	1 556 \$	Croissance réduite, contexte Covid-19.
2021	1 672 \$	Amélioration.
2022	[1 605–1 608 \$]	Légère baisse selon sources.
2023	[1 736–1 737 \$]	Forte hausse annuelle (~+8 %).
2024	[[1 760–1 868 \$]	Continuation de la tendance haussière.

Sources : world Bank, Macrotrends, CountryEconomy

1.3 Evolution de la balance commerciale alimentaire du Cameroun

La balance commerciale alimentaire mesure la différence entre exportations alimentaires (riz, café, cacao, produits transformés, etc.) et importations alimentaires (céréales, huiles, sucre, poissons, produits laitiers, etc.). Si les exportations dépassent les importations, il y a excédent alimentaire ; par contre si les importations sont plus élevées, il y a déficit alimentaire. L'Évolution sur plusieurs années montre que même s'il existe un excédent sur certains trimestres, les déficits alimentaires au Cameroun sont observés et influent négativement sur sa balance commerciale globale : Les importations alimentaires (riz, blé, poissons surgelés, sucre, huiles, etc.) représentent une part importante des importations totales — en moyenne près de 20 % du total des importations sur certaines périodes. Ces importations alimentaires mettent une pression sur la balance commerciale du pays, qui est généralement structurellement déficitaire pour l'ensemble des biens. Comme le souligne un rapport de l'INS de 2017, les dépenses alimentaires représentent une part significative du déficit de la balance commerciale, tout en évoluant de façon volatile en raison des fluctuations des importations alimentaires. Ainsi, Le Cameroun a une balance commerciale globale généralement déficitaire, c'est-à-dire que les importations totales dépassent les exportations totales, surtout hors hydrocarbures. Si sur des périodes courtes et ponctuelles (comme au 1^{er} trimestre 2025), le solde alimentaire peut être excédentaire, ce qui signifie que les exportations de denrées alimentaires couvrent ou dépassent les importations alimentaires, sur une longue période, les importations alimentaires demeurent une part importante du déficit commercial global du Cameroun, reflétant une dépendance persistante aux importations de denrées de base (céréales, huiles, produits transformés).

1.4 Ratio importations alimentaires/importations totales

Les importations alimentaires représentent une part importante des importations totales en Afrique subsaharienne. Le tableau 3 suivant illustre la part des importations alimentaires dans les importations globales du Cameroun :

Tableau 3 : part des importations alimentaires dans les importations globales

Années	Importations (%du total des importations)
1980	8.6%
1990	18.5%
2000	18.2%
2007	21.3%
2009	26.8%
2010	17.7%
2013	22.3%
2018	20%
2021	22.3%
2023	21.75%

Source : World Development Indicators

Ce tableau montre que la part des importations des produits alimentaires dans les importations globales oscille autour de 18% à 27%. Un pic significatif est observé autour de 2009 après les émeutes de la faim en 2008 ; cette part s'est stabilisée autour de 20% à 22% dans les années 2010 et début 2020 ; ces ratios montrent une dépendance durable du Cameroun aux importations alimentaires ; une relative stabilité ces dernières années ; un poids élevé lié aux importations des denrées de base comme le riz, le poisson et le blé. Le ratio importations alimentaires sur importations totales oscille autour de 15% à 27% au cours des 40 dernières années.

Au total, le Cameroun parvient parfois à générer un excédent alimentaire à court terme. Mais ses exportations alimentaires ne suffisent pas encore pour compenser durablement les importations alimentaires dans la balance commerciale globale, qui reste structurellement déficitaire.

2. Les liens entre importations et la croissance économique

Dans un pays, le niveau de la croissance économique et les importations sont étroitement liés. Une croissance économique plus élevée permet généralement d'augmenter la demande de produits importés, notamment ceux qui sont plus coûteux ou de qualité supérieure, et vice-versa. Au Cameroun, la croissance économique et les importations des produits alimentaires sont étroitement liés. Les importations alimentaires influencent la croissance économique par le biais des prix des denrées alimentaires, la production et les facteurs externes tels que la balance commerciale, le taux de change et les chocs exogènes.

Par ailleurs, les importations peuvent également contribuer à la satisfaction de besoins: Les importations peuvent répondre à des besoins spécifiques, comme des biens non disponibles localement, ou des produits de meilleure qualité. A titre illustratif, Le site de l'Institut National de la Statistique du Cameroun souligne que les importations de produits manufacturés ont augmenté de 26,5% en 2023, ce qui indique une augmentation de la demande de ces produits.

Toutefois, les importations ont un impact complexe sur la croissance économique. D'une part, elles peuvent contribuer à améliorer le confort et la qualité de vie des populations, créer des emplois, stimuler la concurrence, offrir des biens et services de meilleure qualité ou moins chers, des technologies plus avancées et des produits spécifiques qui ne sont pas produits localement. En introduisant des produits étrangers sur le marché, ceci peut inciter les entreprises locales à améliorer leur efficacité et la qualité de leurs produits.

D'autre part, une dépendance excessive aux importations peut aussi nuire à la croissance et au développement économique. Cette dépendance accrue peut rendre l'économie vulnérable aux fluctuations des prix internationaux, aux chocs économiques et aux problèmes d'approvisionnement. Par ailleurs, si les importations sont plus importantes que les exportations, cela peut entraîner des déficits commerciaux pouvant affecter la stabilité économique du pays. Les importations peuvent également limiter le développement local, en limitant les opportunités d'emploi et en affectant la compétitivité des entreprises locales. En favorisant la consommation de produits étrangers, les importations peuvent nuire au développement de l'industrie locale et des emplois créés dans ce secteur. Si à court terme, les importations stabilisent les prix urbains et évitent les crises alimentaires. À long terme, elles peuvent ralentir la transformation structurelle si la production locale reste peu compétitive. Ainsi, les relations empiriques entre les importations et la croissance économique sont souvent

soit positives à court terme (stabilité macroéconomique selon Keynes, 1936) ; soit négatives à long terme (désindustrialisation agricole) ; soit non linéaires (seuil de dépendance critique).

2.1 Les canaux de transmission entre les importations alimentaires et la croissance économique par habitant

Ils sont multiples et agissent à court et long terme. Dans une économie comme celle du Cameroun, ces canaux sont particulièrement visibles.

2.1.1 Canal du pouvoir d'achat

Il se traduit par le fait que les importations alimentaires augmentent l'offre totale. Elles peuvent réduire les prix domestiques. Cela améliore le pouvoir d'achat réel des ménages. L'effet sur la croissance par habitant : Hausse de la consommation réelle par tête. Amélioration du bien-être. Stimulation de la demande intérieure. A court terme, cet effet est généralement positif surtout en milieu urbain. Le Cameroun étant importateur net de produits alimentaires stratégiques (riz, blé, poisson), les chocs externes peuvent rapidement se transmettre aux prix domestiques et au pouvoir d'achat (Mvodo, 2021).

2.1.2 Canal du multiplicateur

Dans la logique de John Maynard Keynes, les importations constituent une fuite dans le circuit économique ; une partie de la demande intérieure bénéficie aux producteurs étrangers. De l'équation $PIB = C + I + G + (X - M)$, Si les importations alimentaires augmentent fortement, le multiplicateur interne diminue, la production nationale par habitant peut ralentir. Ainsi à court terme, l'effet des importations alimentaires sur la croissance sera potentiellement négatif car les importations risquent de se substituer à la production locale.

2.1.3 Canal productif

L'effet d'éviction agricole se traduit par le fait que la Concurrence des produits importés suscite la baisse des prix agricoles locaux poussant au découragement de l'investissement agricole. L'effet sur le revenu par habitant se traduit par un ralentissement de la productivité rurale ; le maintien d'emplois peu productifs et le Blocage de la transformation structurelle. Cet effet est généralement négatif à long terme si la dépendance vis-à-vis des importations est élevée.

2.1.4 Canal de la balance des paiements

L'augmentation des importations entraîne un déficit commercial, une pression sur les réserves de change et un risque de dépréciation ou de dévaluation monétaire. Les effets sur la croissance par habitant se traduisent par une inflation importée, une instabilité macroéconomique et une réduction du revenu réel. Si le déficit devient structurel, l'effet global sera négatif.

2.1.5 Canal de la sécurité alimentaire et du capital humain

Grâce à la disponibilité accrue de denrées alimentaires, la réduction de la malnutrition et l'amélioration de la santé et de la productivité, les importations alimentaires ont pour effets la Hausse du capital humain, l'augmentation de la productivité par travailleur et la Croissance du PIB par habitant. Si les importations comblent un déficit réel de production, l'effet global structurel sera positif.

2.1.6 Canal de réallocation sectorielle

Inspiré des modèles de commerce international, il se traduit par le fait que les ressources peuvent quitter l'agriculture peu productive et elles peuvent être redirigées vers des secteurs plus dynamiques. L'effet global sera positif si l'économie est diversifiée ; si elle peu industrialisée, il y a risque de désindustrialisation prématurée.

2.1.7 Canal institutionnel et politique publique

Les importations alimentaires peuvent réduire les tensions sociales urbaines, stabiliser les prix, influencer les choix budgétaires (subventions, politiques agricoles). Bref l'effet dépend de la qualité des institutions et de la stratégie de développement.

L'impact des importations alimentaires sur la croissance par habitant est non linéaire, dépendant du seuil de dépendance, conditionné par la productivité agricole et les politiques publiques. Dans un pays comme le Cameroun, l'enjeu n'est pas seulement le volume d'importations, mais également leur complémentarité avec la production locale, leur effet sur l'investissement agricole, leur soutenabilité externe.

En résumé, les relations entre la croissance économique par habitant et les importations alimentaires sont mitigées. Un niveau de vie plus élevé peut favoriser une augmentation des

importations, car les consommateurs ont plus de pouvoir d'achat et une plus grande demande pour divers produits, notamment ceux importés.

Malgré son potentiel productif naturel, le Cameroun dépend encore aujourd'hui des importations pour assurer la satisfaction des besoins alimentaires de sa population. Les importations des produits alimentaires se sont fortement accrues ces dernières années et affectent négativement le compte courant des transactions courantes du Cameroun qui enregistre un déficit représentant 4,6 % du PIB en 2017 contre 4,4% du PIB en 2016 et 4,1% du PIB en 2015. L'évolution du niveau général des prix suit régulièrement celle des produits de consommation alimentaire, et, en particulier celles des produits alimentaires de grande consommation. (INS, 2017).

3. Analyse économétrique et interprétation des résultats

Pour analyser l'impact des importations des produits alimentaires sur la croissance économique par habitant au Cameroun, nous avons adopté une approche économétrique à partir de séries temporelles de données secondaires, couvrant la période 1990-2021. Le choix de cet intervalle chronologique se justifie principalement par le manque de données pour certaines variables comme l'inflation prix avant les années 1990.

3.1 Paramètres et spécification du modèle

Dans le cadre de cette étude, nous retenons 4 variables, généralement utilisées pour les études sur la croissance : le produit intérieur brut par habitant (pibh), l'inflation prix (ifpc), l'indice de production alimentaire (inpa), les importations des produits alimentaires (impa). Les données annuelles utilisées dans cette étude proviennent principalement des bases de données des Indicateurs de Développement de la Banque Mondiale (WDI) et de « Country Economy », (www.fr.countryeconomy.com).

Nous utilisons le modèle Autorégressive Distributed Lag (ARDL), permettant d'analyser les relations dynamiques à court et à long terme entre des séries temporelles. Il est particulièrement flexible et s'applique à des variables stationnaires en niveau $I(0)$ ou intégrées d'ordre 1 $I(1)$ sans qu'elles soient de même ordre. Notre modèle théorique est : $pibh = \alpha_0 + \alpha_1 impa + \alpha_2 Dimpa - t + \alpha_3 inpa + \alpha_4 ifpc + \varepsilon$ (1)

3.2 Test de stationnarité

Nous présentons deux types de tests de stationnarité : Augmented Dickey-Fuller à niveau et Augmented Dickey-Fuller en différence première.

Tableau 4: résultat du Test de stationnarité Augmenté de Dickey-Fuller à niveau

Variables	Ordre d'intégration
PIB par tête (pibh)	I(1)
indice de production de bien alimentaire (inpa)	I(1)
Indice des importations alimentaires (impa)	I(0)
l'inflation prix (ifpc)	I(0)

Source: nos résultats d'estimation sur Stata 16

Nos estimations sur stata 16 montrent que les séries PIB par tête (pibh) et l'indice de production de bien alimentaire (inpa) sont stationnaires en différence première (test < test critique de 10%).

Par contre, les importations alimentaires (impa) et l'inflation prix (ifpc), le sont à niveau

(test < test critique de 10%). Etant donné que les variables sont stationnaires à des ordres I (0) ou I (1), nous utilisons le test aux bornes de Pesaran, Smith et Shin (2001), qui permet de tester l'existence ou non d'une cointégration entre séries qui ne sont pas intégrées du même ordre.

Tableau 5: Pesaran/Shin/Smith (2001) ARDL Bounds Test

H0: no levels relationship	F = 0.754						
t = -1.518							
	Critical Values (0.1-0.01), F-statistic, Case 3						
[I_0]	[I_1]	[I_0]	[I_1]	[I_0]	[I_1]	[I_0]	[I_1]
L_1	L_1	L_05	L_05	L_025	L_025	L_01	L_01
k_5 2.26	3.35	2.62	3.79	2.96	4.18	3.41	4.68
accept if F < critical value for I(0) regressors							
reject if t > critical value for I(1) regressors							
	Critical Values (0.1-0.01), t-statistic, Case 3						
[I_0]	[I_1]	[I_0]	[I_1]	[I_0]	[I_1]	[I_0]	[I_1]
L_1	L_1	L_05	L_05	L_025	L_025	L_01	L_01
k_5 -2.57 -3.86 -2.86 -4.19 -3.13 -4.46 -3.43 -4.79							
accept if t > critical value for I(0) regressors							
reject if t < critical value for I(1) regressors							

Source: estimations sur Stata 16

3.3 Tests de diagnostique

Pour vérifier la validité du modèle utilisé, nous utilisons trois (03) tests : Le test du Multiplicateur de Lagrange pour l'autocorrélation des erreurs, permettant de vérifier si

l'hypothèse d'homoscédasticité n'est pas violée c'est-à-dire, la variance ne varie pas dans le temps ; Le test de normalité de Jarque-Berra pour s'assurer que les erreurs suivent bien une loi normale, (un bruit blanc $N(0,1)$, moyenne nulle et variance identique) ; Le test de stabilité d'Eigen nous permettant de se prononcer sur la stabilité du modèle.

Tableau 6: Résultat des tests diagnostiques du modèle ARDL estimé

Hypothèse du test	Tests	Valeurs (probabilité)	Décision
Autocorrélation	Breusch-Godfrey	1.62 (pro. 0.23)	Absence d'autocorrélation des erreurs
Hétéroschélasticité	Breusch-Pagan-Godfrey	0.62 (pro. 0.80)	Absence d'autocorrélation des erreurs
Normalité	Jarque-Bera	4.94 (pro. 0.11)	Les erreurs sont normales
Spécification	Ramsey (Fisher)	0.04 (pro. 0.96)	Le modèle a été bien spécifié

Source : Estimations sur Stata 16

4. Modèle autorégressif à effet de seuil

Il permet de déterminer des niveaux "seuils" des importations des produits alimentaires au-delà desquels l'augmentation des importations des produits alimentaires devient néfaste pour la croissance économique au Cameroun. Le seuil retenu sera le seuil optimal à l'équation de régression ayant le coefficient de détermination (R^2) le plus élevé, ou la somme des carrés des erreurs le plus bas. L'équation de notre modèle étant $\text{pibh} = \alpha_0 + \alpha_1 \text{impa} + \alpha_2 \text{Dimpa} - t + \alpha_3 \text{txch} + \alpha_4 \text{idh} + \alpha_5 \text{inpa} + \alpha_6 \text{ifpc} + \varepsilon$ (2), la détermination du taux optimal des impa, passe par une estimation selon la méthode des Moindres Carrées Ordinaires (MCO), en faisant une simulation des différents taux d'inflation de 13% à 26%⁴.

Avec le système de notation suivant : t : seuil des impa ; D : une variable indicatrice ou muette ; Soit la valeur de D est « 1 ; 2 ou 3 » ;

- Si $\text{impa} < 15\%$ D = 1 d'où le modèle utilisé est :

⁴ Les extrema des variables impa de 1990 à 2022 (minimum =13 % environ et maximum = 26 % environ).

$$\text{pibh} = \alpha_0 + (\alpha_1 + \alpha_2) \text{Dimpa} + \alpha_3 \text{txch} + \alpha_4 \text{idh} + \alpha_5 \text{inpa} + \alpha_6 \text{ifpc} + \varepsilon \quad (1.1)$$

- Si $15\% \leq \text{inpa} \leq 27\%$, $D = 2$ d'où le modèle utilisé est :

$$\text{pibh} = \alpha_0 + (\alpha_1 + \alpha_2) \text{Dimpa} + \alpha_3 \text{txch} + \alpha_4 \text{idh} + \alpha_5 \text{inpa} + \alpha_6 \text{ifpc} + \varepsilon \quad (1.2)$$

- Si $\text{inpa} > 27\%$, $D = 3$ d'où le modèle utilisé est :

$$\text{pibh} = \alpha_0 + (\alpha_1 + \alpha_2) \text{Dimpa} + \alpha_3 \text{txch} + \alpha_4 \text{idh} + \alpha_5 \text{inpa} + \alpha_6 \text{ifpc} + \varepsilon \quad (1.3)$$

5. Analyse des résultats de la régression

Seuils des importations alimentaires

Il s'agit de déterminer des niveaux "seuils" des importations alimentaires au-delà desquels l'augmentation des importations alimentaires devient néfaste pour la croissance économique du Cameroun. Grâce au modèle à effet de seuil, ces importations des produits alimentaires oscillent entre 15% et 27%⁵. Les importations alimentaires ne doivent pas dépasser le seuil de 27 % de l'ensemble des importations du pays, sinon cela influe négativement sur le PIB par tête et donc contribue à la dégradation du niveau de vie dans le pays. Bref, nous obtenons de manière synthétique les résultats suivants au Cameroun :

Pour Impa, seuil inférieur à 15%

dlogpibh	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
impa	.0070322	.014094	0.50	0.644	-.0320989	.0461633
_cons	-.1122433	.2165396	-0.52	0.632	-.7134536	.488967

Au seuil de 15%, il existe une relation positive, mais non significative entre le PIB par habitant et les importations alimentaires au Cameroun.

Pour impa, seuil compris entre 15% et 27%

dlogpibh	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
impa	0.0172513	0.0088938	1.94	0.076	-0.0021267	0.0366292
cons	-0.3344423	0.1596883	-2.09	0.058	-0.6823731	.0134885

⁵ Ratio de (15-27%) observé au cours des quarante dernières années.

Entre 15% et 27%, la relation positive entre le PIB par habitant et les importations alimentaires au Cameroun devient significative.

Pour impa, seuil supérieur à 27%

Total	.000587202	9	0	.000065245	Root MSE =	0.00774
dlogpibh	Coef.	Std. Err.	t	P> t	[95% Conf. Interval]	
impa	-0.0016026	.0011901	-1.35	0.215	-.004347	.0011419
_cons	.0246338	.026928	0.91	0.387	-.0374622	.0867298

Au-delà de 27%, toute augmentation supplémentaire des Importations des produits alimentaires ralentit la croissance économique du Cameroun. Pour plus de détails, voir le tableau 8 suivant :

Tableau 7: Synthèse sur les seuils des Importations des produits alimentaires (Modèle à effet fixe par les MCO)

Niveau des importations	Coefficients	Probabilité	Interprétations
	,0007334	0,725	Existence d'une relation positive entre le pibh et impa, mais non significative
Seuil < 15%	,0070323	0,644	Existence d'une relation positive, mais non significative entre le pibh et impa.
15% ≤ seuil ≤ 27%	0,0172513	0,076	Existence d'une relation significativement positive.
Seuil > 27 %	-0.0016026	0.215	Existence d'une relation négative.

Source : Données de WDI et statistiques sur Stata 16

En définitive, ce tableau 8 nous montre que toute augmentation des importations des produits alimentaires (impa), au-delà de 27 % ralentit la croissance économique du Cameroun dont influence négativement le niveau de vie au Cameroun.

Conclusion

Notre étude a porté sur l'analyse des effets des importations des produits alimentaires sur la croissance économique par habitant au Cameroun. Nous assistons à des importations massives de produits alimentaires pour la satisfaction de la demande domestique dans le cadre de la sécurité alimentaire pour préserver la cohésion et la paix sociale. Cependant, ces importations des produits alimentaires effectuées au détriment des produits locaux, diminuent des réserves

de change du Cameroun. En 2022, par exemple, XAF 654 milliards ont été budgétisés pour les importations de riz, blé et de poisson sur proposition du ministère du commerce.

A l'aide d'un modèle ARDL, nous avons mis en évidence l'existence d'une relation positive, de court terme, entre le produit intérieur brut par habitant (pibh) et les importations des produits alimentaires (impa) selon la logique keynésienne (la stabilisation macroéconomique). Cette relation devient significative dans l'intervalle de 15-27 %. Au-delà du seuil de 27 %, les importations des produits alimentaires impactent négativement la croissance économique par habitant au Cameroun et confirme la thèse structuraliste (effet négatif à long terme).

Nous recommandons aux pouvoirs publics de promouvoir les produits agricoles locaux⁶, adaptés aux nouvelles exigences de qualité des consommateurs ; Mettre en place une assurance indicielle pour diminuer le risque élevé dans le secteur et enfin mettre en place un fonds de développement de l'Agriculture, basé sur la notion de valeur ajoutée partagée afin de faciliter le financement des acteurs du secteur.

⁶ Des produits tels que le riz, le blé, le manioc, l'igname, etc.

BIBLIOGRAPHIE

- Achancho, V. (2013)**, «Revue et analyse des stratégies nationales d'investissements et des politiques agricoles en Afrique du Centre : Cas du Cameroun », P. 127-158 Dans : Reconstruire le potentiel alimentaire de l'Afrique de l'Ouest, A. Elbehri (ed.), *FAO/FIDA*.
- Adam, S. (1776)**, recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations, Londres : Strahan et T. Cadell.
- Amartya, S. A. (1982)**, "Poverty and Famines: an essay on entitlements and deprivation", *Clarendon Press, Oxford*.
- Amartya, S. A. (1985)**, *Commodities and Capabilities*, Oxford, Elsevier Science Publishers.
- Awono, C. et Michel H. (2011)**, « Le rôle des importations dans la consommation alimentaire au Cameroun ». Groupe de recherche en économie et développement international, cahiers de recherche, Montpellier France.
- Awoumou, J. de Dieu. (2006)**, *La libéralisation des marchés et le développement durable en Afrique : le cas du secteur agricole au Cameroun*. Mémoire de fin d'études. Ecole Nationale d'Administration (ENA) - Master en Administration Publique 2006. 51 P, Paris France.
- Banque Mondiale (2008)**, Rapport sur le développement dans le monde 2008 : L'agriculture au service du développement.
- Bakari, S. & Mabrouki, M., (2018)**. L'impact du commerce agricole sur la croissance en Afrique du Nord : analyse économétrique par modèle de gravité statique. Document MPRA 85116
- Banque Mondiale (2015)**, Rapport sur le Développement 2014-2015, Washington.
- Banque Mondiale (2022)**, The World Bank Economic Review (2022), (Lien internet: <http://donnees.banquemondiale.org/pays/cameroun>).
- Basse, A., (2018)**. Impact des importations sur la croissance économique au Bénin.
- Bhagwati, J. (1958)**. « International commerce and economic explantation ». *American économique revue*, 48(5), pp. 941-953.
- Bhattacharjea, A., (2004)**. « Expotrs Cartels : A Developing Country Perspective », *Journal of World Trade*, vol. 38, n°2, April.
- Bella, H. (2009)**, *Agriculture et croissance économique au Cameroun*. Mémoire de fin de formation, Institut Sous-régional de Statistique et d'Economie Appliquée (ISSEA). 80 P.

Bricas, N., Tchamda C. et Martin P. (2016). « Les villes d'Afrique de l'Ouest et du Centre sont-elles si dépendantes des importations alimentaires ? ». *Cahiers agricultures*, 25 (5):55001, 10 p.

Chang, C. & et Glover, GH, (2009). Effets du bruit physiologique basé sur un modèle correction sur anti corrélations et corrélations du réseau en mode par défaut. *Neuroimage*, pp. 47(4), 1448-1459.

Clark, A. et Senik C. (2007), « La croissance rend-elle heureux ? La réponse des données subjectives », Paris School of Economics, Working Paper, n° 2007-06. DECANQ K.,

Dickey, D.A. et Fuller, W.A., (1981). « Likelihood ratio statistic for autoregressive time series with a unit root ». *Econometrica*, Volume 49, p. 1057 – 1072.

Donough, M. C., (2022), What the Russian invasion of Ukraine could mean for global hunger, *Vox*, 27 February.

Duteurtre, G. (2005), « l'impact des importations sur les filières agricoles dans les pays en développement. Réflexion à partir de l'étude des « poussées d'importation », *séminaire, Dakar, juin 2005*, p.1.

Dworkin, R. (1981), « What is Equality? Part 2: Equality of Resources », *Philosophy and Public Affairs*, vol. 10, n° 4, pp. 283-345.

Ekodo, R. et Ngomsi A. (2017). « Ouverture Commerciale Et Croissance Economique En Zone CEMAC ». *Journal of Economics and Development Studies*, September, Vol. 5, No. 3, pp. 58-67.

Engle R. F., Granger C. W. J. (1987). “Co-Integration and Error Correction: Representation, Estimation, and Testing”. *Econometrica: Journal of the Econometric Society*, 55, 251-276.

Fetahi-Vehapi, M., Sadiku, L. et Petkovsky, M. (2015). « Analyse Empirique des effets de L'ouverture commerciale sur la croissance économique : une preuve pour les Pays d'Europe du Sud-Est ». *Procedia Economie et Finance*, Numéro 19, 17-26.

FAO, (2022). L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde : Réorienter les politiques alimentaires et agricoles pour rendre les régimes alimentaires sains plus abordables.

FAO, (2011), Analyse Globale de la sécurité Alimentaire et de la vulnérabilité au Cameroun.

FAO et PAM, (2011), Situation de la sécurité alimentaire et des marchés au Cameroun.

FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS., (2021), Résumé de L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2021. Transformer les systèmes alimentaires pour que la sécurité

alimentaire, une meilleure nutrition et une alimentation saine et abordable soient une réalité pour tous. Rome, FAO. <https://doi.org/10.4060/cb5409fr>.

FAO, (2025), the state of Food and Agriculture, november.

Fleurbaey, M. et Gaulier, G. (2006), « Les champions du PIB par tête et ceux du niveau de vie », La Lettre du CEPIL, n° 260, octobre.

Fleurbaey, M. et Gaulier, G. (2009), « International Comparisons of Living standards by Equivalent Incomes », *Scandinavian Journal of Economics*, 111, (3), 597-624.

Fleurbaey M. et Schokkaert E. (2009), « What good is happiness ? », ECORE Discussion Paper, n° 2009/38, www.ecore.be/DPs/dp_1238577455.pdf.

Fleurbaey, M. et Gaulier, G. (2011), Mesurer et comparer les niveaux de vie, l'économie mondiale, Editions la Découverte, collection Repères, Paris.

FMI, (2022), Perspective de l'économie mondiale, (base des données), octobre.

Haberler, G., (1968). Réflexions théoriques sur le commerce des économies socialistes. Commerce International et planification centrale : une analyse des interactions économiques, p. 41.

Hamadou, K. (2022), « Guerre Russo Ukrainienne : quels enseignements pour les pays africains : cas du Cameroun ? » *Revue Bureau de Mise à Niveau (BMN)*, Union Européenne.

Harris, R. & Sollis, R. (2003). Modélisation et prévision de séries chronologiques appliquées. Wiley.

INS, (Institut National de la Statistique) du Cameroun, (2007), du Cameroun. Rapport d'activités-Troisième Enquête camerounaise auprès des ménages (ECAM 3). Tendances, profils et déterminants de la pauvreté au Cameroun. 51 p.

INS, (2008), du Cameroun - Annuaire statistique du Cameroun, 2008. Troisième partie : Activités économiques, 206 p.

INS, (2017), Evolution des importations des produits alimentaires de grande consommation et impact sur l'économie nationale en 2017.

INS, (2023). Rapport d'activités

INS, (2024). Les comptes nationaux

Johansen, S. (1988), "Statistical analysis of cointegration vectors", *journal of economic dynamics and control*, vol. 12, pp. 231-254.

Johansen, S. (1991), “Estimation and hypothesis testing of cointegration vectors in Gaussian Vector Autoregressive models”, *Econometrica*, 59, 1551-1580.

Jouini, J. (2015). « Lien entre le commerce extérieur et la croissance économique dans les pays du CCG : données questions empiriques de l'approche d'estimation du PMG ». *La revue du commerce extérieur et du développement économique*, pp. 341-372.

Kaldor, N. (1957), « A Model of Economic Growth ? ». *The Economic Journal*, vol. 67, n°268, 591-624. <https://doi.org/10.2307/2227704>.

Keynes, J.M. (1936), « The General Theory of Employment, Interest and Money », Macmillan & Co. London.

Kibala, K. (2018), Modélisation ARDL, Test de cointégration aux bornes et Approche de Yamamoto T., éléments de théorie et pratiques sur logiciels. Licence. Congo-Kinshasa. ffe-01766214f.

Kohnert, D. (2022), « La guerre de Poutine en Ukraine, causera-t-elle la faim et des troubles en Afrique ? » Sur mpra.ub.uni-muenchen.de, GIGA Institute for African Affairs, 17 avril 2022.

Kpémoua, P. (2022). « Ouverture commerciale et croissance économique au Togo ». *Annale des Sciences Économiques et de Gestion*, 21(2).

Krueger, A. O., Schiff M. & Valdés A. (1998), “Agricultural Incentives in Developing Countries: Measuring the Effect of Sectoral and Economy-Wide Policies”, *The World Bank Economic Review*, vol. 2, n°3.

Kwiatkowski, D., Phillips p., Schmidt, Shin P. (1992), «Testing the null hypothesis of stationarity against the alternative of a unit root. How sure are we that economic time series have a unit root? » *Journal of Econometrics*, vol. 54, 159-178.

Laroche-Dupraz, C., Awono, C. et Vermersch, D. (2009). « Impact des politiques commerciales sur le marché du poulet au Cameroun. Intérêts et limites d'un modèle d'équilibre partiel. » *Economie rurale*, 13-314 | Septembre – décembre, Agricultures-alimentations-Territoires.

Lucas, R. E. Jr. (1988). **On the Mechanics of Economic Development. Journal of Monetary Economics, Vol. 22 (1) pp3-42**

Maiga, A., Bamba, A., Traore, SSL., Soumaila Moulaye, A., & Diallo, M. (2023). « Effets des exportations et des importations sur la croissance économique au Mali ». *Revue internationale de gestion stratégique et d'études économiques (IJSMES)*, 2 (1), 121-137. <https://doi.org/10.5281/zenodo.758682>

Marchal, A. (1961). « Systèmes et structures économiques », PUF, (coll. Thémis). Tiré de Michèle SAINT MARC : les relations entre le commerce extérieur et le développement économique, cas de la Zone Franc, *Revue économique*, 1967/18-4/pp576-596, vol. 18, n°4

Manwa, F. & Wijeweera, A. (2016). Commerce Lien entre libéralisation et croissance économique : le cas de Pays de l'Union douanière d'Afrique australe. *Ec Analyse économique et politique*, volume 51, pp. 12-21.

Mbarga Atangana, L. M. (2022), Communiqué du Ministre du Commerce du 24 Juin 2022.

Meba, D. (2014), *L'évolution des politiques agricoles et leur incidence sur l'économie et le développement rural au Cameroun (1960-2014)*. Mémoire présentée en vue de l'obtention du Diplôme de Professeur de l'Enseignement Secondaire deuxième grade (D.I.P.E.S II). 178 P.

MINADER (Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural), Rapports d'activités (2020-2022).

MINEPIA (Ministère de l'Elevage, des Pêches et des Industries Animales), Rapports d'activités (2020-2022).

Mongabay Environmental News, (2021), A world of hurt: 2021 climate disasters raise alarm over food security, 4 August.

Mvodo, Y.F. (2021). *Insécurité alimentaire post-covid des ménages urbains au Cameroun*. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 2(11), pp.308-332.

Myrdal, G. (1957). *Economic Theory and Underdeveloped Regions*. London Gerald Duckworth.

Narayan, P.K. & Smyth, R. (2005). « The Residential Demand for Electricity in Australia : an application of the bounds Testin » Approach to cointegration, *Energy Policy*, 33, 467-474

Ndjokou, JE. M.M. M. & Tsopmo, P.C. (2017). « Non-linéarité entre inflation et croissance économique : quels enseignements pour la zone BEAC ? ». *Revue d'Economie du Développement*, 25(2), pp. 41-62.

Nordhaus, W. D. & Tobin, J. (1971), "Is Growth Obsolete?" . Cowles Foundation Discussion Papers. 552. <https://elischolar.library.yale.edu/cowles-discussion-paper-series/552>

Nurkse, R. (1959). *Modèles de commerce et de développement*. Distributeurs : Almqvist et Wiksell.

OCDE/FAO, (2022), Perspectives agricoles de l'OCDE et de la FAO, Statistiques agricoles de l'OCDE (base de données), <https://doi.org/10.1787/agr-data-fr>.

Ondoa-Manga, T. (2006), Analyse des politiques agricoles mises en œuvre au Cameroun depuis 1960. Document de travail, OCDE, Paris, France, 70 p.

Pesaran, M. H. & Shin, Y. (1998). Impulsion généralisée analyse de réponse en modèles linéaire multivarié. *Lettres d'économie*, 58(1), pp. 17-29.

Pesaran, M. H. & Tibia, Y. (1996). « Cointégration et vitesse de convergence à l'équilibre » *Journal d'économétrie*, 71(1-2), pp. 117-143.

PNIA, (2020), Plan National d'Investissement Agricole (PNIA), version finale : 2020. Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

Prebisch, R. (1968). « Stratégie mondiale du développement et programme de coopération internationale ». Avant la CNUCED-II. *Foreign Trade Review*, 2(4), pp. 359-371.

Ricardo, D. (1817). On the Principles of political Economy and taxation, London, John Murrau.

Rodrik, D. & Rodriguez F. (2000). *Trade Policy and Economic Growth: A Skeptic's Guide to the Cross-National Evidence*. Department of Economics University of Maryland College Park, MD 20742 (301) 405-3480.

Rodrik, D. (1999). « Where Did All the Growth Go ? External Shocks, Social Conflict, and Growth Collapses ». *Journal of Economic Growth*, 4(4), 385-412. <http://www.jstor.org/stable/40216016>

Ruttan, V. O., 1998. « La nouvelle théorie de la croissance et développement économique: UN enquête ». *Revue d'études de développement*, 35(2), pp. 1-26.

Senhadji, MA. (1999). Sources de croissance économique : un exercice de comptabilité de la croissance à grande échelle. Fonds monétaire international.

Sims, Christopher A. (1980). Macroeconomic and Reality, *Econometrica : Journal of the Econometric Society*, 48 1-48.

Steckel, R. (2008), « Biological Measure of the Standard of Living ». *Journal of Economic Perspectives*, 22 (1), 129-152.

Stewart, F. (1991). A note on « Strategic » Trade Theory and the South. *Journal of International Développement*, 3(4), 467-484.

Toda, HY et Yamamoto, T. (1995), inférence statistique dans les modèles VAR avec processus potentiellement intégrés. *Journal of Econometrics*, 66, 225-250.

United Nations, (1995), «*Report of the World Summit for Social Development*». développement. Commerce mondial.

de recherche RIPOST, Université Laval.

Van Hecke, E. et Vanderleen, F. (2023), « Poisson et nutrition en Afrique », **Belgeo** *Revue belge de Géographie*.

Etienne Van Hecke et Felix Vanderleen, « Poisson et nutrition en Afrique », *Belgeo* [En ligne], 2 | 2023,

mis en ligne le 31 août 2023, consulté le 22 février 2024. URL :

<http://journals.openedition.org/belgeo/>

60869 ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.60869>

Zahonogo, P. (2017). « Trade a Economic Growth in Developing Countries : Evidence from sub- Saharan Africa ». *Journal of African Trade*, 341-56.